

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Azerbaïdjan/Entretien de
M. Jean-Yves Le Drian avec son
homologue - Oman/Entretien de M.
Jean-Yves Le Drian avec son
homologue - Agriculture/Rencontre
de Mme Nathalie Loiseau avec la
présidente de la FNSEA, Mme
Christiane Lambert - Parlement
européen/Déplacement de Mme
Nathalie Loiseau à Strasbourg -
Iran - Corée du nord - Syrie**
(Paris, 16 janvier 2018)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Azerbaïdjan - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec son homologue (Paris, 16 janvier 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, reçoit le 16 janvier le ministre des affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan, M. Elmar Mammadyarov. Au cours de sa visite de travail, celui-ci sera également reçu par le secrétaire d'Etat auprès du ministre, M. Jean-Baptiste Lemoyne.

La France a un dialogue continu avec l'Azerbaïdjan, notre principal partenaire économique dans le Caucase du Sud. Alors que l'Azerbaïdjan souhaite diversifier son économie, les échanges permettront de faire le point sur les projets impliquant des entreprises françaises, notamment dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'environnement, du développement urbain et du tourisme.

Les ministres évoqueront le développement de la coopération bilatérale, notamment la coopération universitaire (dont l'université franco-azerbaïdjanaise de Bakou, qui fonctionne depuis deux ans, constitue le pilier), ainsi que la coopération décentralisée, dont le comité de pilotage doit se réunir prochainement à Paris.

Les ministres aborderont également les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Union européenne, la sécurité régionale, ainsi que le processus de règlement du conflit du Haut-Karabagh. M. Jean-Yves Le Drian insistera sur l'importance de mettre en oeuvre les décisions prises par les présidents arménien et azerbaïdjanais lors de leur entretien à Genève le 16 octobre 2017. Il assurera son homologue du plein engagement de la France dans les efforts de la coprésidence

du groupe de Minsk pour trouver une solution négociée et durable au conflit.

2 - Oman - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec son homologue (Paris, 16 janvier 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, reçoit le 16 janvier son homologue omanais, M. Youssef Bin Alawi.

MM. Jean-Yves Le Drian et Youssef Bin Alawi aborderont les principales questions régionales.

Nous entretenons des relations de confiance avec Oman, structurées autour d'un dialogue stratégique régulier. La prochaine session du dialogue stratégique est programmée pour début mars à Mascate.

Le commerce bilatéral entre la France et Oman s'est élevé à 236 millions d'euros sur les dix premiers mois de 2017. La France est le 6ème pourvoyeur d'investissements directs en Oman avec un stock total de 1,2 milliard d'euros. Sur le plan culturel, la France accompagne le sultanat dans la valorisation de son patrimoine. Les autorités françaises et omanaises ont ainsi décidé de rénover ensemble le musée Beit Fransa ("musée de la France").

3 - Agriculture - Rencontre de Mme Nathalie Loiseau avec la présidente de la FNSEA, Mme Christiane Lambert (Paris, 15 janvier 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, s'est entretenue le 15 janvier avec Mme Christiane Lambert, présidente de la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

Cet entretien a été l'occasion de faire le point sur la politique agricole commune et son évolution. Mme Nathalie Loiseau a notamment rappelé le contexte dans lequel s'inscrivait l'élaboration du prochain cadre financier pluriannuel, pour lequel la proposition de la Commission européenne est attendue en mai 2018 et dans lequel la PAC doit rester une priorité.

Mme Nathalie Loiseau a également rappelé l'engagement du gouvernement de sortir du glyphosate dès que des alternatives auront été trouvées, et au plus tard dans trois ans, comme l'a demandé le président de la République.

4 - Parlement européen - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau à Strasbourg (16 janvier 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rend le 16 janvier à Strasbourg pour la session plénière du Parlement européen. Elle s'y entretiendra avec M.

Antonio Tajani, président du Parlement, avec lequel elle fera le point sur les préparatifs des consultations citoyennes sur l'Europe.

Les consultations citoyennes seront organisées d'avril à octobre 2018 au sein de plusieurs pays européens. Leur objectif sera de donner la parole au plus grand nombre possible de citoyens français et européens afin qu'ils s'expriment sur ce qu'ils attendent de l'Europe et des politiques européennes, à travers des débats sur le terrain ou numériques et des exercices de démocratie participative. L'implication du Parlement européen et de ses membres revêt une grande importance dans cet exercice démocratique.

A l'occasion de son déplacement, Mme Nathalie Loiseau rencontrera également M. Janusz Lewandowski, chef de la délégation polonaise du parti populaire européen (PPE), Mme Cecilia Wikström, députée européenne suédoise membre du groupe ADLE et rapporteure sur la réforme du système d'asile de Dublin, ainsi que M. Manfred Weber, président du groupe PPE. Ces entretiens porteront sur la vision française des priorités européennes pour 2018, les consultations citoyennes et les listes transnationales aux élections européennes.

Mme Nathalie Loiseau s'entretiendra en outre avec les chefs des délégations françaises au sein des groupes politiques et avec les députées européennes françaises membres du bureau du Parlement européen.

La France souhaite travailler étroitement avec le Parlement européen pour promouvoir un agenda européen ambitieux.

5 - Iran

Q - Pensez-vous qu'il y ait une marge de manoeuvre pour corriger l'accord nucléaire avec l'Iran comme le Président Trump le souhaite ?

R - Nous nous sommes exprimés hier sur ce sujet.

6 - Corée du nord

Q - Qui représente la France aujourd'hui à la réunion à Vancouver sur la Corée du Nord ?

R - La France est représentée à cette réunion par le directeur général des affaires politiques et de sécurité du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

7 - Syrie

Q - Est-ce que la France va participer au projet de la coalition anti-Daech sous commandement

américain de constituer une nouvelle force de gardes-frontières dans la région du nord de la Syrie ?

R - L'action de la coalition internationale contre Daech a contribué de façon décisive à la perte des territoires tenus par l'organisation terroriste en Irak et en Syrie.

Malgré ces succès importants, le combat contre Daech n'est pas terminé. L'action de la coalition doit se poursuivre pour mettre fin à la menace que fait peser le groupe terroriste sur la région et au-delà. La coalition doit également participer à la mise en place des conditions de sécurité et de gouvernance permettant d'éviter toute résurgence de Daech à l'avenir.

Dans ce cadre, la question de la sécurisation des frontières constitue un élément important pour entraver la liberté de mouvement des membres de Daech et pour assurer la protection des populations civiles. Elle appelle un dialogue et une pleine coopération avec les acteurs régionaux concernés./.